

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 105

Loi constituant la Société québécoise de développement
des industries culturelles

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. DENIS VAUGEOIS

Ministre des affaires culturelles

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi pourvoit à la constitution et à l'organisation de la Société québécoise de développement des industries culturelles.

La Société aura pour objets de favoriser la création et le développement des entreprises culturelles et de contribuer à accroître la qualité, la spécificité et la compétitivité de leurs produits ainsi que d'en assurer la diffusion.

Le projet de loi prévoit que les affaires de la Société seront administrées par un conseil d'administration de neuf membres, tous nommés par le gouvernement pour une période d'au plus six ans.

Le fonds social autorisé de la Société sera de \$10 000 000. Ce montant pourra lui être versé par le ministre des finances en un ou plusieurs versements.

Le ministre des affaires culturelles pourra, avec l'approbation du gouvernement, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.

Projet de loi n° 105

Loi constituant la Société québécoise de développement
des industries culturelles

SA MAJESTE, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Constitu-
tion.

1. Une compagnie à fonds social, ci-après appelée «la Société», est constituée sous le nom de «Société québécoise de développement des industries culturelles».

Siège
social.

2. La Société a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Séances.

La Société peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

Manda-
taire du
gouverne-
ment.
Domaine
public.

3. La Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Les biens de la Société font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

Responsa-
bilité.

La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.

Objets.

4. La Société a pour objets:

a) de favoriser la création et le développement des entreprises culturelles québécoises dans les domaines du livre, du périodique, du disque, du spectacle, de la magnétoscopie, de l'audio-visuel, des arts graphiques, du design, des métiers d'art et dans tout autre domaine déterminé par règlement du gouvernement;

b) de contribuer à accroître la qualité, la spécificité et la compétitivité des produits de ces entreprises, et d'en assurer la diffusion.

Entrée en
vigueur.

Un règlement visé dans le paragraphe *a* du premier alinéa entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

SECTION II

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conseil
d'adminis-
tration.

5. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de neuf membres, dont un président et un vice-président. Au moins deux de ces membres doivent être des fonctionnaires du gouvernement ou de l'un de ses organismes.

Adminis-
trateurs.

Les membres du conseil d'administration sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271).

Qualités
requis.

Les membres du conseil d'administration doivent être domiciliés au Québec, mais la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

Mandat.

6. Les membres du conseil d'administration sont nommés par le gouvernement pour une période qui ne peut excéder six ans.

Mandat.

Toutefois, à l'exception du président, quatre des premiers membres sont nommés pour trois ans.

Fonctions
continué.

7. À l'expiration de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

Président-
directeur
général.

8. Le président du conseil d'administration est aussi président-directeur général de la Société.

Responsa-
bilité.

Il doit veiller à l'exécution des décisions du conseil d'administration et il est responsable de la direction de la Société dans le cadre de ses règlements de régie interne.

Vice-
président.

9. En cas d'incapacité d'agir, le président-directeur général, est remplacé, pendant que dure son incapacité, par le vice-président.

Services
exclusifs.

10. Le président-directeur général et le vice-président exercent leurs fonctions à plein temps.

Traite-
ment, etc.

11. Le gouvernement fixe le traitement et, s'il y a lieu, les honoraires, les allocations ou le traitement additionnel du pré-

sident-directeur général, du vice-président et des autres membres du conseil d'administration, de même que les indemnités auxquelles ils ont droit. Le traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.

Quorum.

12. Le quorum de la Société est de cinq membres, dont le président ou le vice-président.

Authenticité des procès-verbaux.

13. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par lui et certifiés conformes par le président ou par toute autre personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne de la Société, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant de la Société ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

Conflit d'intérêt.

14. Aucun membre du conseil d'administration exerçant ses fonctions à plein temps ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou s'en départisse avec toute la diligence possible.

Révélation d'intérêt.

Tout autre membre du conseil d'administration ayant un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Divulga-tion des intérêts.

15. Un membre du conseil d'administration doit, lors de son entrée en fonctions et annuellement par la suite, communiquer au ministre des affaires culturelles et au conseil d'administration une liste des intérêts que lui ou son conjoint détient dans toute entreprise culturelle, avec un relevé des opérations ayant modifié cette liste au cours de l'année.

Assujettis-sement.

Tout employé de la Société est assujetti au présent article dans les cas prévus par règlement de la Société.

Renseignements confidentiels.

Les renseignements fournis en vertu du présent article sont confidentiels et il est interdit de les communiquer ou de permettre qu'ils soient communiqués à une personne qui n'y a pas légalement droit.

Nomina-tion, etc., du personnel.

16. Le secrétaire ainsi que les autres employés de la Société sont nommés et rémunérés d'après les normes et barèmes établis par règlement de la Société.

SECTION III

FINANCEMENT

Fonds
social.
Actions.

17. Le fonds social autorisé de la Société est de \$10 000 000.
Il est divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.]]

Domaine
public.

18. Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des finances.

Paiement
par
ministre
des
finances.

19. Le ministre des finances est autorisé à payer à la Société, à même le fonds consolidé du revenu, une somme de \$10 000 000 pour 100 000 actions entièrement acquittées de son capital social, pour lesquelles la Société lui remettra des certificats.

Verse-
ments.

Ce paiement peut être fait en un ou plusieurs versements.]]

SECTION IV

POUVOIRS SPÉCIAUX ET CONDITIONS D'EXERCICE

Autorisa-
tion du
gouverne-
ment.

20. La Société ne peut, sans l'autorisation du gouverne-
ment:

a) acquérir des actions ou des biens d'entreprises poursuivant les mêmes fins ou des fins similaires;

b) contracter un emprunt qui porte à plus de \$500 000 le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées;

c) acquérir des immeubles ou en disposer;

d) prendre un engagement financier pour un montant excédant \$150 000;

e) adopter des règlements concernant l'exercice de ses pouvoirs et sa régie interne.

Subven-
tions inter-
dites.
Dividen-
des.

21. La Société ne peut accorder de subventions.

22. Les dividendes payés par la Société sont fixés par le gouvernement et non par les administrateurs.

Accords.

23. Le gouvernement peut, conformément à la loi, autoriser la Société à conclure des accords avec tout gouvernement, ministère ou organisme ainsi qu'avec toute personne, association ou société dans le but de favoriser les objectifs de la présente loi.

Directives. **24.** Le ministre des affaires culturelles peut, dans le cadre des responsabilités et pouvoirs qui lui sont confiés et des ententes auxquelles il est partie, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.

Approbation. Ces directives doivent être soumises au gouvernement pour approbation. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient la Société qui est tenue de s'y conformer.

Dépôt. Une directive émise en vertu du présent article doit être déposée devant l'Assemblée nationale, dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si la directive est émise alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, la directive doit être déposée devant elle dans les quinze jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou la reprise des travaux, selon le cas.

SECTION V

COMPTES ET RAPPORTS

Exercice financier. **25.** L'exercice financier de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport. **26.** La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre des affaires culturelles un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent.

Renseignements. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre des affaires culturelles peut prescrire.

Dépôt. Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose devant elle dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou la reprise des travaux, selon le cas.

Renseignements. **27.** La Société doit fournir au ministre des affaires culturelles tout renseignement qu'il requiert sur ses activités et lui transmettre les avis de convocation et les procès-verbaux des séances du conseil d'administration.

Vérification. **28.** Les livres et comptes de la Société sont vérifiés par le vérificateur général une fois l'an et en outre chaque fois que le décrète le gouvernement.

Plan de développement. **29.** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan de développement et celui de ses filiales.

Contenu. Le gouvernement détermine la forme et la teneur du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.

SECTION VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Disposi-
tions non
applica-
bles.

30. Les articles 155 à 158 de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271) ne s'appliquent pas à la Société.

1973, c. 12
a. 2, mod.

31. L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, l'article 1 du chapitre 21 et l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977 et par l'article 105 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 9*) des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 11° du premier alinéa, du suivant:

«12° au président-directeur général, au vice-président et aux employés de la Société québécoise de développement des industries culturelles.»

1975, c. 15,
remp.

32. La présente loi remplace la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et librairies et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1975, chapitre 15).

Application
continué.

Toutefois, ladite loi continue de s'appliquer comme si elle n'avait pas été remplacée, à l'égard des garanties accordées sous son autorité avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*).

Ministre
responsa-
ble.

33. Le ministre des affaires culturelles est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

34. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.